

Fiche 14. Bringing Everyday Life to Policy Analysis. The Case of White Rural Women Negotiating College and Welfare

[Fiche réalisée par Héloïse Gramage]

Cette fiche de lecture a été réalisée dans le cadre de la revue de littérature « La précarité professionnelle des femmes handicapées » accessible sur le site internet de la FIRAH, onglet « Activités et publications/Revue de littérature ».

Référence : NAPLES, Nancy A. « Bringing Everyday Life to Policy Analysis. The Case of White Rural Women Negotiating College and Welfare », *Journal of Poverty*. 1 janvier 1998, vol.2 n° 1. p. 23-53.

Mots clés : Aide sociale, études supérieures, vie quotidienne, Etat providence, loi sur l'aide aux familles

Résumé de l'auteur (traduit de l'anglais)

Cet article montre de quelles façons les contradictions au sein de l'Etat providence sont révélées lorsque des femmes bénéficiant d'aides sociales s'engagent dans les politiques et les pratiques de l'enseignement supérieur. S'appuyant sur la théorie féministe matérialiste du point de vue développée par Dorothy Smith, je démontre la valeur d'une analyse « du monde quotidien » de la mise en œuvre des politiques pour découvrir les dimensions cachées de l'activité de l'État tel qu'il se manifeste dans la vie quotidienne des femmes bénéficiaires. L'analyse est basée sur des entretiens approfondis et des focus groups (ou groupes de discussion) réalisés avec des femmes blanches venant de milieux ruraux et recevant « l'aide aux familles avec enfants à charge » et inscrites à « Promise Jobs », la réponse de l'état d'Iowa à la loi de 1998 sur l'aide aux familles. Cette loi fut le premier programme d'aide sociale à fournir des ressources aux femmes bénéficiant d'une aide publique pour les aider à obtenir un diplôme universitaire de quatre ans. Cependant, les contradictions entre les approches obligatoires du « *workfare* » (une aide sociale aux États-Unis apparue dans les années 1970 qui prévoit que les bénéficiaires aptes au travail doivent travailler en échange de leur allocation) et l'enseignement supérieur agissent comme des contraintes sur la réussite scolaire des femmes bénéficiant de l'aide sociale. Lorsque nous rendons ces contraintes visibles, nous révélons également le travail caché que les femmes accomplissent pour négocier les multiples scènes politiques au cours de leur vie quotidienne.

Méthodologie détaillée

L'analyse s'appuie sur les expériences de dix-sept mères célibataires blanches américaines, originaires de milieux ruraux ou de petites villes, recevant l'aide aux familles avec enfants à charge, inscrites au programme PROMISE JOBS (*PROMoting Independence and Self-sufficiency through Employment and Jobs Opportunity and Basic Skills* - Favoriser l'autonomie et l'autosuffisance grâce à l'emploi, aux

possibilités de travail et aux compétences de base) entre 1989 et 1992. Ces femmes étaient âgées de 23 à 42 ans, et avaient entre un et cinq enfants.

Des entretiens approfondis et des groupes de discussion (« *focus group* ») furent réalisés avec ces femmes. Les échanges informels furent également analysés dans le cadre de cette étude.

Les entretiens approfondis étaient ouverts et conçus pour favoriser la parole des interrogées, afin de recueillir des informations sur la façon dont chaque femme négociait les différentes attentes en matière de politiques, les multiples contraintes de temps, le réseau de soutien, les stratégies adoptées pour gérer l'économie domestique, et pour dévoiler les tensions entre la vie quotidienne et les exigences imposées par les critères de mise en œuvre des politiques.

Les groupes de discussion, réunissant plusieurs femmes participant à l'étude pour discuter de leurs expériences dans un contexte collectif, servirent à fournir les dispositions permettant d'explorer plus en profondeur les questions clés soulevées dans les entrevues individuelles.

L'auteure eut de plus des échanges répétés avec six des dix-sept femmes. Ces discussions se sont déroulées en personne ou au téléphone, et ont porté sur des sujets comme les problèmes qu'elles avaient en classe, avec l'aide publique ou avec leurs enfants ou ex-maris. Ces échanges duraient entre vingt minutes et plusieurs heures.

Les entretiens, échanges informels et échanges au sein des groupes de discussion étaient enregistrés puis retranscrits afin d'identifier des sujets récurrents ainsi que des thèmes uniques, suivant la méthode fondée sur la théorie de l'analyse qualitative des données (Charmaz, 1983).

Par ailleurs, cet article fait également l'analyse des politiques et pratiques de PROMISE JOBS et des universités, sur les aspects concernant spécifiquement les femmes de cette étude.

Principales conclusions

L'analyse des expériences décrites par les femmes participantes révèle de grandes catégories de contradictions au sein de la loi sur l'aide aux familles. Ces contradictions limitent le niveau d'éducation de ces femmes, et mettent en évidence l'écart entre les façons dont sont politiquement construits les publics des mères célibataires bénéficiant de l'aide sociale (« *welfare mother* »), et des étudiants, et la distance de ces représentations avec la vie quotidienne de ces femmes.

La notion de dépendance : L'idée d'un risque de dépendance vis-à-vis des aides sociales a conduit à une réduction de la priorité accordée aux femmes définies comme « auto-entrepreneuses » ou « volontaires ». Alors qu'une telle notion est souvent liée à des décisions étatiques visant à limiter les dépenses liées aux bénéficiaires de l'aide sociale présentant peu de motivation et de proactivité, les femmes de cette étude qui étaient motivées à poursuivre leurs études n'ont pas trouvé de ressources suffisantes et cohérentes pour soutenir leur projet de scolarité. Un élément qui caractérise le discours dominant sur les aides sociales est la croyance que les femmes bénéficiant de l'aide publique sont devenues trop « dépendantes » du soutien de l'État et ont besoin d'initiatives et de sanctions pour les encourager à passer de l'aide sociale au monde du travail (Fraser et al. 1994). En accordant une priorité moindre aux individus qui manifestent la motivation de travailler et d'obtenir une formation diplômante, les femmes qui prennent elles-mêmes des mesures pour passer de l'aide sociale au travail sont minées dans leurs efforts.

L'incompatibilité des règles de financement, des plans d'aide à l'emploi et des mesures de réussites académiques : La définition du travail incorporée dans la loi de soutien aux familles et sa mise en œuvre ont mal évalué le travail des femmes lié à la maternité, ainsi que les engagements de temps et les activités extra-scolaires nécessaires à la réussite universitaire. Trois problèmes interdépendants apparaissent en raison de la conception étroite d'un travail acceptable pour les bénéficiaires sociaux. D'abord, étant donné que les bourses universitaires au mérite sont déduites de leurs allocations, les participantes sont souvent pénalisées pour leur réussite universitaire. Ensuite, la garde d'enfant étant prise en charge uniquement lors des horaires de cours, ces femmes ne peuvent pas suivre des cours optionnels, étudier à la bibliothèque ou participer à d'autres activités académiques, souvent essentielles à la validation de crédits universitaires. Par ailleurs, aucune solution de garde n'était proposée à ces femmes lorsque leur enfant était malade, les obligeant parfois à manquer des cours ou des examens. Enfin, étant donné le nombre limité de mois durant lesquels l'Etat soutient financièrement ces femmes, celles-ci n'ont que très peu de flexibilité dans leurs études, notamment si elles souhaitent passer d'un diplôme en deux ans à un diplôme en quatre ans, ou changer de filière.

La négociation des écarts entre les constructions politiques et la vie quotidienne : rendre visible le travail des femmes. Cette étude, réalisée depuis le point de vue des bénéficiaires, permet de rendre visible une partie du travail que ces femmes accomplissent pour donner un sens aux aspects conflictuels de la politique et les intégrer dans leurs activités quotidiennes maternelles, économiques et éducatives. En considérant le point de vue des femmes, cela permet d'identifier des écarts importants entre leurs besoins individuels, leurs activités quotidiennes, et les demandes des aides sociales et des politiques de l'enseignement supérieur. En rendant ces écarts visibles, est révélé le travail jusqu'alors caché des femmes, mis en place afin de négocier les contradictions et les demandes concurrentes. Ce travail inclut une budgétisation créative pour « joindre les deux bouts », des solutions de garde d'enfants non-rémunérées mises en place avec d'autres mères, la gestion du transport pour l'école et pour la garde d'enfants, ainsi que la gestion de multiples contraintes de temps. Ces femmes témoignent de l'anxiété qu'elles ressentent en jonglant entre leurs responsabilités personnelles et professionnelles.

Commentaire

Cet article prend appui sur une théorie féministe (Smith 1987 et 1990 ; Haraway 1988), à partir de l'idée selon laquelle l'exploration du point de vue des femmes concernées permet de révéler des dimensions de pouvoir des politiques publiques que les analyses habituelles ne permettent pas de voir. La théorie matérialiste féministe de Dorothy Smith offre un puissant travail méthodologique et conceptuel pour mettre en lumière les « relations de pouvoir » masquées par les catégories utilisées pour organiser et mettre en œuvre la politique de protection sociale. Ces catégories invisibilisent les besoins et expériences spécifiques des femmes ciblées par ces politiques. Smith (1987) définit les « relations de pouvoir » comme un terme « qui rend visible l'intersection des institutions organisant et régulant la société avec leurs connotations de genre et leur division genrée du travail ». Le « pouvoir » est alors considéré comme « un ensemble de pratiques organisées, incluant le

gouvernement, le droit, la gestion des affaires et des finances, l'organisation professionnelle, les établissements d'enseignement, ainsi que le discours dans les textes qui interpellent les multiples lieux de pouvoir ». Cette approche ethnographique aide à lier l'analyse d'une politique spécifique au contexte social plus large dans lequel elle s'inscrit.

Cette étude amène la preuve que l'État participe activement à genrer les relations de classes sociales. De telles « relations de décision » (Smith, 1987) sont tissées dans et à travers le processus législatif, formalisées dans la législation et élaborées dans les règlements et pratiques d'implémentation locale.

Alors que les femmes sont aujourd'hui davantage encouragées que par le passé à entrer dans la sphère publique et le monde du travail par les politiques d'aides sociales, elles rencontrent cependant certaines limites (Eisenstein, 1986 ; Walby, 1990). Ces barrières continuent de désavantager les femmes au sein du monde du travail et du domaine scolaire. Elles sont poussées à accepter des emplois peu rémunérés, et, si elles ont la chance de pouvoir reprendre leurs études, une participation complète à l'environnement académique leur est niée. Des récompenses financières universitaires leur retirent leurs droits aux allocations, et les femmes qui souhaitent poursuivre leurs études rencontrent la désapprobation des agents de l'aide sociale et des administrations des garderies financées par l'État, pour qui ces femmes devraient trouver du travail immédiatement après avoir obtenu leur diplôme, même si ce travail ne correspond pas à leur formation ou à leurs prétentions salariales.